

Print

L'industrie des biotechnologies est-elle derrière la destruction des oliviers italiens?

De [Ruben Rosenberg Colomi](#)
Global Research, août 29, 2015
[newsjunkiepost.com](#)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/industrie-des-biotechnologies-est-elle-derriere-la-destruction-des-oliviers-italiens/5472770>



L'Italie est connue internationalement principalement pour trois choses : sa cuisine, sa politique exécutable, ses panoramas et ses plages. Ces derniers mois, une série d'événements se sont déroulés qui touchent à ces trois aspects. Des militants, des agriculteurs et une enquête gouvernementale ont un peu éclairé ce qui pourrait être une potentielle attaque secrète de l'industrie des biotechnologies contre l'un des piliers de la culture et de l'héritage culinaire de l'Italie : les oliviers.

La région du Salento, dans les Pouilles, héberge quelques-uns des plus anciens vergers d'oliviers sur la terre. Les arbres âgés de plusieurs siècles ne sont pas seulement considérés comme le bien de ceux qui possèdent les vergers, mais aussi comme l'héritage collectif du peuple italien. Leur présence a assuré la subsistance des gens pendant des millénaires. Ces derniers mois, toutefois, un phénomène appelé CoDiRo, ou *Rapid Complex Desiccation of Olive Trees* [Dessèchement complexe rapide des oliviers], a provoqué le dessèchement de nombreux arbres. Parmi les causes de cette situation, il pourrait y avoir une bactérie appelée *Xylella fastidiosa*, qui attaque, entre autres, le xylème des agrumes et les ceps de vigne, les dessèche ainsi que leurs rejets et empêche souvent la formation des fruits. Avant 2014, aucun cas n'a été rapporté sur cette bactérie qui infecte les oliviers.



Des oliviers italiens pluricentennaires

Au début de la crise de l'agriculture, la progression de cette infection avait été mentionnée par les autorités régionales comme le résultat d'une multiplicité de facteurs et d'agents pathogènes, d'où le mot *complexe* dans le nom du phénomène. Au moins quatre infections fongiques, avec un insecte vecteur se nourrissant de xylème et l'agent pathogène *Xylella fastidiosa*, étaient considérées comme potentiellement responsables de la propagation de l'infection. Cette affirmation a été confirmée par une équipe de recherche indépendante de l'Union européenne. Un document publié par le gouvernement local en 2014 a aussi admis que la dessiccation des oliviers avait présenté un «*problème physosanitaire assez complexe en raison des différents facteurs en jeu*». Le commandant de la Garde forestière chargé de contenir l'épidémie, Giuseppe Silletti lui-même, a d'abord déclaré que retourner simplement le sol autour des arbres «*a réussi à éradiquer 90% de la population d'insectes vecteurs de la bactérie*».

Néanmoins, les lobbies gouvernementaux et de la biotechnologie, ainsi que les médias favorables aux grandes sociétés, ont rapidement commencé à jeter le blâme exclusivement sur la bactérie *Xylella fastidiosa* en ignorant d'autres facteurs tels que l'appauvrissement du sol dû à l'usage d'herbicides et de pesticides et la sélection possible de certaines espèces d'insectes. La complexité du cas a été par conséquent radicalement simplifiée afin de présenter une menace qui pourrait même ne pas avoir existé. Le gouvernement italien a décidé d'une solution radicale pour affronter ce problème apparemment grave : la destruction totale de tous les arbres suspectés d'avoir été infectés et de ceux qui les entourent. Pendant des mois, des agriculteurs et des militants se sont opposés à ce qui condamnerait à mort des oliviers centenaires, et condamnerait aussi les agriculteurs à la misère. La bataille pour les arbres a culminé à la fin de mai 2015, lorsque le gouvernement local a décidé d'aller de l'avant dans la destruction des arbres, tandis que les militants écologistes prenaient position sur certains d'entre eux pour empêcher que cela se fasse. Pour défendre ses pratiques, le gouvernement de la région des Pouilles a affirmé qu'il avait reçu des ordres de l'Union européenne pour mener à bien l'éradication, une affirmation niée catégoriquement par les responsables européens concernés.

A ce point, la question principale est de savoir si la bactérie *Xylella* est l'unique responsable du CoDiRO. De nombreux agronomes italiens ont déclaré publiquement qu'ils croient que les causes principales de la situation sont associées à un usage excessif de produits agrochimiques et à d'autres facteurs, plutôt qu'à l'infâme agent bactérien. De plus, ils affirment que la souche locale de *Xylella* pourrait être endémique et asymptomatique. Faisant écho à ces questions, la Fédération d'agriculture biologique et biodynamique soutient qu'il y a des méthodes efficaces et moins destructrices pour combattre cette situation. Elles comprennent l'utilisation de méthodes de contrôle antiparasitaires anciennes et non invasives, telles que le sulfate de cuivre et d'hydroxyde de calcium, les filets contre les insectes et des pesticides organiques conformes aux principes de l'agriculture biologique. Les réponses manquent mais, comme l'a expliqué le laboratoire du Dr. Rodrigo Almeida à Berkeley, l'université de Californie: «*Dans la pathologie végétale, la preuve concluante qu'un élément pathogène cause une maladie spécifique exige la vérification des postulats de Koch*[les critères destinés à établir la relation de cause à effet liant un microbe à une maladie, NdT]. [...] *En Italie, des chercheurs travaillent actuellement à appliquer les postulats de Koch pour la souche du CoDiRO et l'olive.*» En substance, la réponse est que

nous ne savons pas et, jusqu'à présent, il n'y a aucune preuve scientifique pour vérifier cette hypothèse. Compte tenu de l'absence de certitude, les agriculteurs et les militants écologistes affirment que les mesures que les gouvernements, national et locaux, veulent prendre sont excessivement radicales et qu'elles pourraient être un écran de fumée destiné à masquer une opération plus large. Naturellement la question suivante se pose : cette maladie est-elle simplement un phénomène naturel catastrophique précipité par l'activité humaine ou y a-t-il des raisons de soupçonner un acte criminel?

Revenons à 2010, lorsqu'un réseau de phytopathologistes nommé Cost 873 s'est réuni dans la ville italienne de Bari. Parmi les participants se trouvaient des scientifiques de l'Institut méditerranéen d'agronomie de Bari, qui avaient apporté de Californie des échantillons de l'agent pathogène *Xylella*, « à des fins de recherche scientifique ». Pendant la rencontre, un scénario hypothétique a été discuté, dans lequel la bactérie *Xylella* serait libérée dans certaines parties de l'Europe, dans le cadre d'un effort plus vaste pour déterminer comment les pays réagiraient à une *attaque bio-terroriste*. C'est un scénario étrange à imaginer en lui-même, mais il ne prouve rien de manière concluante. Ils affirment avoir disposé du pathogène et que la bactérie présente en Italie est une variété différente de celle qu'ils avaient apportée. Cela ne peut pas être établi avec certitude, toutefois, puisque le chercheur en chef, le commandant de la Garde forestière Giuseppe Silletti a refusé de procéder à une comparaison génétique de la bactérie prétendument introduite avec celle impliquée dans les infections actuelles.

Beaucoup de gens ne comprennent pas l'insistance du gouvernement pour la mesure d'éradication, étant donnée en particulier l'absence de preuves concrètes et l'existence de politiques alternatives efficaces. Beaucoup ont montré l'industrie des biotechnologies du doigt. Il y a de bonnes raisons à cela : l'institution qui a fait pénétrer l'agent pathogène en Italie d'abord est financée par des entreprises de biotechnologie. En outre, le géant de ce domaine, Monsanto, connu pour ses pratiques prédatrices, possède Allelyx, une société entièrement vouée à la création de souches OGM résistantes à la bactérie, et dont le nom, quelle ironie, est *Xylella* écrit à l'envers. Compte tenu de ces liens, qui sont intéressants mais ne sont pas des preuves, et du manque de volonté du gouvernement à mener une enquête approfondie, de nombreuses personnes ont soutenu qu'il y a collusion entre le gouvernement et l'industrie des biotechnologies. La croyance populaire est que cette crise aurait pu être organisée dans le but d'éradiquer les oliviers locaux. Les raisons pour cela sont débattues, mais l'hypothèse dominante est qu'il s'agit de forcer les cultivateurs locaux à passer à des variétés OGM résistantes à la maladie. Il n'y a qu'un problème avec cette idée : actuellement, il n'y a aucune étude disponible sur des oliviers OGM.

Au cours de cette enquête, un porte-parole de Monsanto a été contacté pour qu'il fasse ses commentaires, ainsi que l'université de Wageningen et l'Institut agronomique méditerranéen de Chania. Tous ont nié être impliqués ou savoir quelque chose à propos d'une recherche sur des olives OGM. Les seules expériences existantes avaient été menées en Italie dès les années 1970, et les arbres ont été détruits en 2012, après l'adoption d'une loi interdisant tout essai de cultures OGM en plein champ. Cela ne prouve pas qu'il n'y ait pas d'implications néfastes, mais garde l'enquête ouverte. De plus, il n'est pas certain que les réponses des institutions contactées aient été honnêtes, en fait. La recherche peut être effectuée secrètement, attendant que la diffusion de la maladie atteigne des niveaux critiques pour être publiée.

Une autre hypothèse est sérieusement prise en considération et semble avoir des motifs légitimes. Selon celle-ci, c'est l'industrie du tourisme, et non la seule biotechnologie, qui pourrait être incriminée. En effet, la zone la plus touchée est un haut lieu du tourisme. Ces deux dernières années, les demandes de location de chambres ont augmenté de 45%, ce qui a incité les autorités locales à adopter une interdiction pour la construction de nouveaux villages et complexes touristiques. Cela pourrait changer si l'industrie de l'olive est décimée.

Directement responsables ou tirant simplement avantage d'une *bonne crise*, les entreprises touristiques récoltent déjà les bénéfices de la situation. Des domaines réputés avoir été infectés par la bactérie *Xylella* sont vendus à des prix extrêmement bas et beaucoup d'entre eux ont déjà été achetés dans l'intention expresse d'y construire des nightclubs ou des hôtels. Avant que cela n'arrive, les terres doivent être réaffectées, passant de terres agricoles à un usage résidentiel et commercial – une mesure dont la région considérera très probablement qu'elle exige des revenus accrus pour compenser la diminution des activités liée aux olives.

Depuis juillet 2015, la police semble avoir suivi ce cas de manière plus agressive en confisquant des disques durs et des fichiers du ministère de l'Agriculture et de l'Institut méditerranéen de Bari. Pendant ce temps, les tribunaux administratifs des régions de Lecce et Rome ont appelé à un gel immédiat de la politique d'éradication (dite plan Silletti) tant que l'enquête est en cours. Vingt-six huileries biologiques et de nombreux agriculteurs sont concernés par l'application de cette jurisprudence. Le ministère italien de l'Agriculture Maurizio Martina, le principal auteur de la proposition du plan d'éradication, a déjà promis qu'il ferait appel si les agriculteurs gagnent le procès.

Si une réponse est trouvée, et même si elle porte le nom de *Xylella*, ce sera un grand deuil – plus de 800 000 arbres sont sur le point d'être abattus. Pendant ce temps, la question reste : est-ce que l'industrie des biotechnologies attaque délibérément les oliviers d'Italie? La seule chose certaine est que sans preuve scientifique concluante, obtenue de manière transparente et indépendante, ces questions resteront sans réponse. Si c'est le cas, des milliers d'oliviers centenaires seront détruits sans raison, et même pire, pour servir un agenda occulte néfaste.

[Ruben Rosenberg Colorni](#)

Article original :



[Is the Biotech Industry Behind the Destruction of Italy's Olive Trees?](#)

Publié initialement dans News Junkie Post, le 4 août 2015.

Traduit par Diane, relu par jj pour [le Saker Francophone](#)

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article.

Copyright © Ruben Rosenberg Colorni, newsjunkiepost.com, 2015